

meth n'avait pas proposé l'ordre du jour. La charte avait été mentionnée ; mais Napoléon n'avait pu violer ce qui n'existait pas.—(La constitution—la constitution.)—Napoléon n'avait pas violé la constitution ; il avait rétabli l'ordre, relevé la religion, fait de la France la première des nations, tant par sa civilisation que par ses victoires. Ses cendres pouvaient être redemandées sans danger, maintenant que toute la France était unie de sentimens.

L'ordre du jour ayant été mis aux voix, il fut adopté à une grande majorité, et conséquemment la proposition fut rejetée.

ANGLETERRE.—On lit dans le *Standard* du 15 Oct. “ Les ministres ont été en communication active durant toute la matinée. Sir R. Peel, Lord Melville, le chancelier de l'échiquier et lord Ellenborough ont eu de longues entrevues avec le duc de Wellington.—Nous avons entendu parler de procédés étranges comme devant avoir lieu avant l'ouverture de la campagne parlementaire. Le premier ministre a encore essayé de ramener à lui les *torys*, mais il n'a pas réussi. Sa Grâce, nous dit-on, s'attend à se tirer d'affaire aussi aisément dans la présente session, qu'il a fait dans la dernière, et nous n'oserions pas dire que son attente est mal-fondée.

On lit dans le *Morning Herald* : “ On n'est pas peu surpris de voir Sir George Murray laisser le département des colonies ; ce qui indiquerait que le Premier convient de la vérité de ce qu'on lui a souvent donné à entendre, que son administration participait un peu trop de la nature d'un gouvernement militaire.

Le *John Bull* dit : “ On croit généralement que lord Palmerston et Mr. Charles Grant entreront dans le cabinet, et que le premier aura le département des colonies.”



Tout en abhorrant les crimes commis au commencement de l'insurrection belge, et en déplorant les maux occasionnés par la guerre civile qui en a été la suite, (si on peut appeler de ce nom des combats livrés entre des Hollandais et des Belges,) il est peut-être permis de se réjouir du succès dont elle paraît devoir être finalement couronnée. On y voit du moins un nouvel exemple de la lutte heureuse d'un peuple contre son gouvernement ; et l'on peut regarder cet exemple comme utile et pouvant tourner au profit de l'espèce humaine, quand on considère combien, en Europe, le nombre des mauvais gouvernemens l'emporte sur celui des bons, et combien, chez la plupart, il y aurait de réformes à opérer, d'abus à corriger, pour que les sujets fussent généralement aussi heureux que le